

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :
1684 TM — 613 TOM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Celle instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

APPLICATION DE L'ARTICLE 78
DE LA LOI DE FINANCES N° 67-1114 DU 21 DECEMBRE 1967
INSTITUANT UNE MAJORATION SPECIALE DE PENSION
EN FAVEUR DE CERTAINS DEPORTES POLITIQUES

Préambule.

1 L'article 78 de la loi de finances pour 1968 n° 67-1114 du 21 décembre 1967 (1) a ajouté à l'article L. 203 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, des dispositions instituant une majoration spéciale en faveur des déportés politiques titulaires d'une pension d'invalidité, qui ne bénéficient pas des allocations aux grands mutilés, mais remplissent certaines conditions relatives à la gravité de l'infirmité ou des infirmités pour lesquelles ils sont pensionnés.

(1) Journal officiel du 22 décembre 1967, page 12480.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	RF	P	PAA	PGM
PGT	TOM	CLV	PY	PGA	PGE	

DIFFUSION
P
8

INSTRUCTION
N° 68-31 - B 3
du
12 Mars 1968.

- 2 Cette majoration est fixée à 20 % de la pension augmentée des allocations aux grands invalides qui s'y rattachent.
- 3 Elle prend effet du 1^{er} janvier 1968.
- 4 La présente instruction a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles doit être attribuée cette majoration qui sera normalement payée pour la première fois à l'échéance du 12 avril 1968 (1).

SECTION I

Détermination des bénéficiaires.

- 5 Les comptables n'ont pas à intervenir pour apprécier les droits des intéressés à la majoration.
- 6 Pour les pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette publique en cours de validité au 1^{er} janvier 1968, la majoration est attribuée en vertu d'arrêtés ministériels collectifs concernant l'ensemble des intéressés dont la pension est assignée à la caisse du même comptable supérieur assignataire. Chaque comptable assignataire reçoit de la Direction de la Dette publique un exemplaire de l'arrêté collectif concernant les pensions assignées à sa caisse, du modèle figurant en annexe n° 1 à la présente instruction, ainsi que, pour chaque pension visée, un extrait individuel de l'arrêté (annexe n° 2).
- 7 Pour les allocations provisoires d'attente en cours de validité au 1^{er} janvier 1968, la majoration est attribuée par décision du Directeur interdépartemental des anciens combattants et victimes de guerre. Les comptables reçoivent de la Direction interdépartementale pour chaque allocation, un certificat du modèle figurant en annexe n° 3 à la présente instruction.
- 8 En ce qui concerne les pensions et allocations provisoires d'attente qui seront attribuées par la suite, le tableau faisant apparaître le décompte de la pension (taux annuel) et l'indice afférent à chacun des éléments de la pension ne fera pas état de la majoration. Le titre et les fiches de paiement porteront suivant le cas, l'une des mentions reproduites ci-dessous.

*1° S'il s'agit d'une pension ou allocation
dont le point de départ est fixé au plus tard au 1^{er} janvier 1968.*

« Pension majorée de 20 % à compter du 1^{er} janvier 1968 (article 78 de la loi de finances pour 1968, n° 67-1114, du 21 décembre 1967), »

ou :

« La présente allocation provisoire d'attente est majorée de 20 % à compter du 1^{er} janvier 1968 conformément aux dispositions de l'article 78 de la loi de finances pour 1968. »

- (1) Il est demandé instamment aux comptables supérieurs assignataires de prendre toutes dispositions pour assurer le paiement des majorations spéciales faisant l'objet des premières décisions prises dans les conditions précisées par la présente instruction dès l'échéance du 12 avril 1968. Dans le cas où les modalités de paiement dans leur circonscription ne permettraient pas de comprendre le montant de la majoration dans celui de cette échéance, un paiement spécial hors échéance devrait être envisagé et intervenir à une date aussi rapprochée que possible de l'échéance du 12 avril 1968.

*2° S'il s'agit d'une pension ou allocation
dont le point de départ est postérieur au 1^{er} janvier 1968.*

« Le titulaire de la présente pension bénéficie de la majoration spéciale de 20 % instituée par l'article 78 de la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967) », à compter du.....

ou :

« Le titulaire de la présente allocation provisoire d'attente bénéficie de la majoration spéciale de 20 % instituée par l'article 78 de la loi de finances pour 1968 », à compter du.....

- 9 Les titulaires d'une pension ou d'une allocation provisoire d'attente en cours de validité au 1^{er} janvier 1968, en droit de bénéficier de la majoration spéciale recevront, de la Direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre, une notification de la décision leur attribuant cette majoration. Cette notification précisera que le paiement de la majoration interviendra à la prochaine échéance de leur pension.

SECTION II

Modalités d'application de la majoration spéciale.

I. — PENSIONS ET ALLOCATIONS PROVISOIRES D'ATTENTE EN COURS DE PAIEMENT

A. — Annotation des fiches de paiement (1).

- 10 Dès réception de l'arrêté collectif et des extraits individuels correspondants, ou du certificat émis par la Direction interdépartementale des anciens combattants et victimes de guerre, visés aux paragraphes 6 et 7 ci-dessus, le comptable supérieur assignataire s'assure que les pensions ou allocations visées sont toujours assignées sur sa caisse. Dans le cas où certains de ces émoluments auraient fait l'objet d'un changement d'assignation, les extraits individuels d'arrêté collectif ou les certificats qui leur correspondent doivent être adressés sans délai aux nouveaux comptables supérieurs assignataires. Pour les pensions, l'exemplaire de l'arrêté collectif d'attribution est annoté de cette transmission.
- 11 Compte tenu des critères d'attribution de la majoration spéciale, les comptables ne sont pas à même de vérifier si cette attribution a été faite à juste titre. Cependant, étant donné que la majoration spéciale ne peut être versée au titre des pensions assorties d'allocations aux grands mutilés, le comptable qui constaterait qu'une pension ou une allocation provisoire d'attente pour laquelle est attribuée la majoration est assortie d'une allocation aux grands mutilés, devrait surseoir au paiement de la majoration. Il devrait alors saisir du cas la Direction de la Dette Publique, s'il s'agit d'une pension, ou la Direction interdépartementale des anciens combattants, s'il s'agit d'une allocation provisoire d'attente.
- 12 Le comptable supérieur assignataire invite les comptables payeurs à lui faire parvenir les fiches de paiement A des pensions et allocations provisoires d'attente à majorer.

(1) Il n'y a pas lieu d'annoter les titres de paiement, chaque bénéficiaire recevant une notification individuelle qu'il pourra annexer à son titre de pension.

- 13 Dès réception de la fiche A d'une pension ou allocation provisoire d'attente au titre de laquelle la majoration spéciale aux déportés politiques est due, le comptable supérieur assignataire annote cette fiche A et la fiche B correspondante de la mention : « Pension (ou allocation) majorée de 20 % à compter du 1^{er} janvier 1968 » et du nouvel indice global applicable à la pension, calculé dans les conditions exposées au paragraphe B ci-après.

Il est procédé alors au décompte du rappel dû à l'intéressé. La case d'émargement de la prochaine échéance est annotée du rappel et de la somme totale à payer. La fiche A est renvoyée au comptable payeur suffisamment tôt pour le paiement de l'échéance donnant lieu à rappel.

Dans le cas où la pension ou l'allocation provisoire d'attente est payée sur bordereau-liste ou cartes-quittances, toutes dispositions sont prises pour qu'il soit tenu compte de la majoration pour l'établissement du bordereau-liste ou de la carte-quittance de l'échéance considérée.

- 14 Après mise en paiement des majorations spéciales, l'exemplaire de l'arrêté collectif est renvoyé à la Direction de la Dette publique, Sous-Direction des Pensions, Bureau P. 4. (1), l'extrait individuel de l'arrêté portant attribution de la majoration spéciale est annexé à la fiche B.

B. — *Calcul de la majoration.*

- 15 La majoration est applicable :

- à la pension proprement dite, y compris, le cas échéant, le complément de pension correspondant aux degrés d'invalidité reconnus au titre de l'article L. 16 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre et la majoration pour l'assistance d'une tierce personne prévue par l'article L. 18 du même Code ;
- aux allocations aux grands invalides.

En pratique, les comptables supérieurs assignataires doivent déterminer un nouvel indice global de la pension, en majorant l'indice figurant sur les titres de paiement de 20 % du total des indices des éléments ouvrant droit à la majoration spéciale, le résultat étant arrêté à la deuxième décimale. Le nouvel indice global ainsi obtenu doit être porté en haut du tableau réservé à la détermination des montants trimestriels de la pension. Le montant de la pension accru de celui de la majoration spéciale est calculé à partir de cet indice global.

- 16 Lorsque l'intéressé bénéficie de l'allocation spéciale n° 9, qui a pour effet de porter le montant global des ressources à un plafond garanti correspondant à l'indice de pension 1.500 ou 1.200, la majoration spéciale n'est applicable qu'à la pension et aux allocations aux grands invalides autres que l'allocation n° 9. Deux cas peuvent alors se présenter :

- 1° *Après application de la majoration spéciale, le total des ressources demeure inférieur au montant garanti* : l'allocation n° 9 est attribuée pour la différence entre ces deux montants ; elle est donc pratiquement réduite du montant de la majoration spéciale ;
- 2° *Après application de la majoration spéciale, le total des ressources atteint ou dépasse le montant garanti* : l'allocation n° 9 cesse d'être attribuée.

(1) 23 bis, rue de l'Université, Paris (7°).

II. — PENSIONS ET ALLOCATIONS PROVISOIRES D'ATTENTE
EXPIRÉES APRÈS LE 1^{er} JANVIER 1968.

- 17** Pour les pensions ou allocations provisoires d'attente arrivées à expiration après le 1^{er} janvier 1968, ou dont les titulaires sont décédés après le 31 décembre 1967, le règlement du rappel dû au bénéficiaire ou à ses ayants cause sera effectué au moyen d'une quittance modèle n° C 1184 ou n° C 1185 suivant le cas, ou d'une carte-quittance payable hors échéance, référence sera portée à la dernière quittance acquittée ou au dossier constitué pour le paiement des arrérages de la pension restant dus au décès et déjà réglés.

III. — PENSIONS ET ALLOCATIONS PROVISOIRES D'ATTENTE
CONCÉDÉES OU ATTRIBUÉES AVEC BÉNÉFICE DE LA MAJORATION SPÉCIALE

- 18** Les titres et fiches de paiement que recevront les comptables auront été annotés des mentions indiquées au paragraphe 8 ci-dessus.

Les comptables supérieurs assignataires effectueront le calcul de l'indice global résultant de l'application de la majoration et le mentionneront sur les fiches de paiement. Ils en feront application pour le calcul des sommes à payer aux titulaires de la pension ou de l'allocation.

SECTION III

Dispositions diverses.

- 19** La majoration spéciale de pension instituée en faveur des déportés politiques suit les mêmes règles que la pension et chacune des allocations spéciales aux grands invalides auxquelles elle se rattache, notamment en ce qui concerne :
- les conditions de paiement ;
 - l'imputation budgétaire ;
 - la suspension ;
 - la prescription ;
 - l'incessibilité et l'insaisissabilité ;
 - le cumul ;
 - la liquidation et le recouvrement de trop-perçus.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,
PIERRE LADURÉ.

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

ANNEXE N° 1
B. 66.

DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Sous-direction des pensions

Bureau P 4

ARRETE COLLECTIF N°.....

en date du

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu les dispositions de l'article 78 de la loi de finances pour 1968, n° 67-1114 du 21 décembre 1967 :

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La majoration spéciale de pension de 20 % prévue par l'article 78 de la loi de finances pour 1968, n° 67-1114 du 21 décembre 1967, est attribuée aux déportés politiques dont les noms suivent, à compter du 1^{er} janvier 1968 :

Nom et prénoms.	Date de naissance.	Numéro d'inscription au grand-livre de la Dette publique.	Domicile.

ARTICLE 2. — Cette majoration sera inscrite au grand-livre de la Dette publique.

ARTICLE 3. — Le Directeur de la Dette publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le

Pour le Ministre de l'Economie et des Finances
et par délégation :

Le Directeur de la Dette publique,

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

ANNEXE N° 2

INSTRUCTION
N° 68-31 - B 3
du
12 Mars 1968.

DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Sous-direction des pensions.

Bureau P 4.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Majoration spéciale accordée au titre de l'article 78 de la loi de finances n° 67-1114
du 21 décembre 1967.**

Par arrêté ministériel du la pension visée ci-dessous
est majorée de 20 % à compter du 1^{er} janvier 1968, dans les conditions prévues par
l'article 78 de la loi de finances n° 67-1114 du 21 décembre 1967.

Nom et prénoms du bénéficiaire :

Date de naissance :

Adresse :

Numéro d'inscription de la pension d'invalidité de victime civile au Grand-Livre
de la Dette publique :

Le Directeur de la Dette publique,

Visa du Chef de Contrôle sur place,

MINISTERE
DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE

ANNEXE N° 3

DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE

DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**Majoration spéciale prévue par l'article 78 de la loi de finances n° 67-1114
du 21 décembre 1967.**

Le Directeur interdépartemental des anciens combattants et victimes de guerre, soussigné, certifie que le déporté politique désigné ci-dessous a droit, à compter du 1^{er} janvier 1968, à la majoration spéciale de 20 % prévue par l'article 78 de la loi de finances n° 67-1114 du 21 décembre 1967.

Nom et prénoms du bénéficiaire :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Titulaire du titre d'allocation provisoire d'attente n°

Le Directeur interdépartemental,